

TUNISIE ÉTONNANTE, TUNISIE ÉPATANTE

Qui avait prévu un tel chambardement? Qui osait espérer, il y a à peine trois mois, que le peuple tunisien était capable de déboulonner le régime honni, dont on vantait, en Europe et ailleurs, la stabilité et la solidité ? Même ceux, qui ne sont pourtant pas néophytes en matière de politique arabe, ont été pris au dépourvu, ébahis par la tournure des événements, étonnés par la rapidité de la victoire du peuple tunisien, et sidérés par la maturité dont il a fait preuve.

Rien d'étonnant donc que le soulèvement du peuple tunisien ait eu l'effet d'un électrochoc. Reconnaissons que la surprise est de taille : un jeune chômeur, harcelé par la police à Sidi Bouzid, s'immole et tout un mouvement de révolte se déclenche. Parti de la région du Centre-Ouest (Kasserine, Sidi Bouzid, Feriana, etc.), le mouvement s'étend, comme une traînée de poudre, à tout le pays qui se mobilise et s'enflamme.

Croyant à une simple émeute comme celles qui avaient jalonné l'histoire de ce pays, la police n'y va pas avec le dos de la cuillère : gaz lacrymogènes et balles réelles. Mais plus les Tunisiens sont assaillis, plus les manifestations s'amplifient et se généralisent. Sourd aux appels de la rue, Ben Ali se réfugie d'abord dans le mutisme confiant dans l'efficacité de sa police, puis il prend la parole pour attribuer "les émeutes" à des éléments "excités" et "subversifs", avant de se rendre à l'évidence et de reconnaître les "erreurs commises", et de prononcer cette phrase célèbre d'un autre général (mais d'une autre stature) "je vous ai compris". Trop tard, la contestation a atteint le point de non-retour. Ben Ali fait appel à l'armée : celle-ci s'insurge et par la voix de son chef, refuse de tirer sur la foule. Le régime s'effondre et le dictateur, traqué, s'enfuit.

Les Tunisiens sont eux-mêmes surpris par la tournure des événements. Ils croyaient sans doute que le dictateur avait toujours les dents acérées et les bras longs : il s'est révélé un tigre de papier



face à un peuple qui n'a plus peur et qui se met en marche.

Bien que suivant de très près les évolutions politiques, économiques et sociales de la Tunisie, je dois reconnaître, que j'ai moi aussi été pris de court. Je souhaitais le changement, je l'appelais de tous mes vœux. Je n'avais cessé de répéter que "c'est avant l'aube que la nuit est la plus noire" et qu'"après l'hiver de la dictature, il y aura nécessairement le printemps de la liberté". Mais, depuis quelque temps, je sommais dans le pessimisme : les régimes autoritaires arabes faisaient preuve d'une telle longévité et d'une telle résistance aux turbulences du monde que j'en ai déduit que leur pérennisation n'était pas seulement tributaire de facteurs internes mais surtout de facteurs externes d'ordre géopolitique. Cela est devenu patent après le 11 septembre 2001 où la lutte anti-terroriste avait pris un caractère tellement obsédant que l'Occident a volontairement mis une sourdine à ses appels au respect des droits de l'homme et des libertés, transformant des régimes autoritaires en "sentinelles anti-terroristes".

Quelle aubaine pour des régimes en mal de légitimité de se voir confier une telle tâche ! C'est donc en tant que "rempart contre le terrorisme"

* Le Professeur Bichara Khader est directeur du CERMAC, Université catholique de Louvain

que le régime tunisien a pu sévir contre toute manifestation de la société civile, islamiste ou pas, emprisonnant, bâillonnant, torturant, exilant, dans le silence assourdissant des prédicateurs patentés des droits de l'homme.

Auparavant, l'Occident soutenait les régimes arabes parce qu'ils étaient des gages de stabilité pour les approvisionnements énergétiques et les échanges commerciaux. Avant l'effondrement de l'URSS, il appuyait certains régimes dits modérés parce que "pro-occidentaux", comme la Tunisie ou l'Égypte. Après la révolution iranienne de 1979, il fallait éviter, à tout prix, la contagion iranienne et les régimes arabes ont été considérés comme des remparts contre la "tentation révolutionnaire" et "la subversion religieuse". On répétait, à l'envi, dans les chancelleries occidentales, que "le diable qu'on connaît est meilleur que le diable qu'on ne connaît pas" et que les dictatures stables sont plus fréquentables que les "islamistes barbus". C'est ainsi que les régimes ont survécu non seulement à cause de la sophistication de leurs appareils de contrôle et de répression, mais aussi parce qu'ils avaient une fonction instrumentale tantôt dans la stabilité des flux d'échange, tantôt dans la lutte antisoviétique, et tantôt dans la lutte anti-terroriste.

Le problème est que certains régimes, comme celui de Ben Ali, ont poussé la répression et la corruption à un tel niveau que même les Américains commençaient à grincer les dents comme l'ont révélé les documents de Wikileaks. Une brèche s'est ouverte dans le soutien de l'Occident à ces régimes.

Cela n'a pas été un facteur déterminant dans la révolution tunisienne, mais c'est un facteur parmi d'autres : notamment la dérive répressive, la présence tentaculaire du clan Ben Ali dans tous les domaines, la généralisation de la corruption, l'impact de la crise économique mondiale sur une économie tunisienne anémiée par une économie de sous-traitance et menacée par la concurrence la trop grande verticalité des échanges avec l'UE, la faible intégration régionale, un endettement ruineux, et une administration gangrénée par le népotisme et le clientélisme.

C'est ce système que le peuple tunisien vient d'abattre. Par son sang, il a écrit l'épithète de la dictature tunisienne, peut-être même de la dictature en terre arabe. Ce faisant, il a asséné une leçon magistrale à tous ceux qui ne voyaient dans les rues arabes que des "foules inertes et dociles", il a apporté un démenti cinglant aux thèses culturalistes qui postulaient qu'"arabes et démocrates, c'est une contradiction dans les

termes". Il a révélé l'incohérence de l'UE, elle qui envisageait de récompenser la Tunisie en lui octroyant un "statut avancé". Il a révélé des amitiés suspectes de certains États européens avec les régimes autoritaires du Sud, au nom d'une fausse conception de la "realpolitik".

Les peuples arabes ont suivi la révolution tunisienne dans l'enthousiasme, peut être même avec une certaine envie. Les régimes arabes ont tenté d'en détourner le regard ou d'en minimiser la signification. Ils se croient à l'abri, mais la quête de la liberté est contagieuse.

Plusieurs enseignements peuvent se dégager des événements de Tunisie. Le premier c'est la maturité de ce peuple : il est resté soudé, et son mouvement est demeuré spontané : il n'y a pas eu d'encadrement d'aucun parti politique ou d'aucune organisation religieuse. Cela a évité la récupération partisane ou religieuse. Le peuple tunisien a fait preuve d'un courage et d'un sang-froid hors du commun : il n'a pas répliqué à la violence policière par une contre-violence. Demeurée pacifique, la contestation a eu finalement raison de l'entêtement des affidés du pouvoir despotique.

Mieux encore, les slogans scandés par la foule sont demeurés des slogans "laïcs" : liberté, emploi, dignité. Je n'ai pas entendu une seule fois "Dieu est grand", bien qu'il y ait indiscutablement une "réislamisation d'une partie de la société tunisienne". Comme le rappelait une manifestante, "Dieu est dans le cœur des Tunisiens, mais il est absent de la rue". Les islamistes tunisiens ont adopté un profil bas et n'ont pas cherché à encadrer la contestation, voire même à la récupérer. C'est une nouveauté dans les pays arabes : on ne mêle pas revendications religieuses et revendications politiques. Ce qui en dit long sur les avancées de la sécularisation en Tunisie, dont les premiers germes reviennent, faut-il le rappeler, à Bourguiba lui-même.

Les femmes ont été des actrices efficaces du mouvement. Fer de lance du changement social en Tunisie, elles ne sont pas restées en marge ou mises sur la touche. Elles sont aujourd'hui citées en exemple dans tous les pays arabes.

Cette révolution n'est pas celle des "ventres creux", mais des "têtes pleines" de rêve et d'espoir pour une autre Tunisie. Certes, les questions économiques, telles que le chômage des jeunes, la corruption, le clientélisme, ont été pointées du doigt, mais c'est surtout le désir irrépressible de liberté qui animait les manifestants.

Le dictateur déchu, il reste à conquérir la démocratie.

Or, sur ce plan, le chemin du futur est escarpé : il va falloir démanteler la technostructure de la dictature et les socles du régime (milices, services secrets, parti unique, etc.), organiser des élections dignes de ce nom, mettre en place une démocratie de l'apaisement et de l'inclusion. Oui, il va falloir intégrer sans doute les islamistes modérés, mais il ne faut jamais laisser à quiconque le droit de confisquer la révolution tunisienne. L'armée dont le crédit est demeuré intact, doit veiller au grain, éviter les dérapages, sans céder à la tentation de faire émerger en son sein "la figure salvatrice de

la nation". Combien de "sauveurs de la nation" ont été, sous d'autres horizons, les "fossoyeurs de la démocratie"!

Depuis son indépendance, en 1956, la Tunisie a connu deux présidents : Bourguiba et Ben Ali. Espérons que la Tunisie de demain sera assez grande pour se passer "des pères fondateurs", et assez mûre pour se libérer, à jamais, de ses dirigeants prédateurs.

The opinions expressed in this article are those of the author and do not necessarily represent the views of the EUISS